

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 01/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE**

Route de Mèze  
34560 Villeveyrac

Références : H2-2025-057  
Code AIOT : 0018300518

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE implanté Route de Mèze CD 5E BP 5 34560 Villeveyrac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par courriel du 07 juillet 2025, l'exploitant a informé la DREAL d'un incendie qui s'est déclaré dans la nuit du 5 au 6 juillet 2025 . L'inspection qui s'est déroulée le 09 juillet 2025 visait à investiguer sur les causes potentielles, les conséquences de l'incendie ainsi que les mesures prises par l'exploitant. Le présent rapport fait également état des constats de la précédente inspection du 6 mai 2025 qui s'est attaché à vérifier notamment les conditions de traitement du biogaz.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE
- Route de Mèze CD 5E BP 5 34560 Villeveyrac
- Code AIOT : 0018300518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAM exploite, sur la commune de VILLEVEYRAC, un pôle dédié à la gestion et au traitement des déchets, le complexe "Oïkos". Ce pôle comprend une plate-forme de compostage et des déchets verts, une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le bâtiment du siège administratif ainsi que les locaux techniques.

Les activités du site ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n°79-72 du 23 juillet 1979. Les prescriptions encadrant l'exploitation des installations sont celles de l'arrêté préfectoral n°2018-I-1073 du 28 septembre 2018. L'ISDND accueille principalement les déchets non-dangereux de l'agglomération qui ne peuvent pas être incinérés (ordure ménagères, encombrants).

La capacité maximale annuelle de déchets stockés est de 16 000 t/an jusqu'en 2025.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Programme de contrôle des installations biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV	Demande d'action corrective	3 mois
10	Bilan énergétique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24-ter	Demande d'action corrective	1 mois
12	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24bis	Demande d'action corrective	1 mois
13	Prévention du risque	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif de collecte de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I	Sans objet
2	Mesure de la	Arrêté Ministériel du 15/02/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	quantité de biogaz capté	article 12-I	
3	Mesure du volume de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II	Sans objet
4	Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II & 21	Sans objet
5	Mesure de la qualité du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Sans objet
7	Contrôle externe des installations de destruction	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-III	Sans objet
9	Programme de détection et réparation des fuites	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-V	Sans objet
11	Rayonnements ionisants	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-IV	Sans objet
14	Déclaration et rapport d'accident	Code de l'environnement du 31/07/2025, article R.512-69	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que bien que l'incendie ait été maîtrisé, dans des délais raisonnables et sans conséquence sur l'environnement du site, la récurrence des événements sur le site de Villeveyrac et plus largement sur les installations de traitement de déchets du département de l'Hérault, justifie la nécessité de renforcer les prescriptions applicables au site en période de fortes chaleurs. En effet, l'accidentologie des installations de traitement de déchets connaît une tendance à la hausse depuis quelques années, en particulier lors des épisodes de fortes chaleurs, le retour d'expérience montre que l'origine de ces incendies est souvent liée à la présence de déchets non conformes issus de défauts de tri. Un arrêté de prescriptions complémentaires fixant les préconisations du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels( BARPI) dans le document intitulé Flash ARIA - Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux et fortes chaleurs, est proposé en annexe du présent rapport. Ces dispositions imposent notamment de:

- renforcer les procédures de contrôle à l'arrivée des déchets sur le site autant que possible ;
- réduire la surface d'exploitation le plus possible;
- procéder au compactage efficace des déchets en portant une attention particulière aux déchets secs et aux zones difficiles à compacter (talus, flancs) ;
- procéder à un recouvrement efficace des déchets ( pas de déchets apparents) par des matériaux inertes à une fréquence plus importante que celle suivie habituellement en portant une attention particulière aux zones difficiles (flancs, talus...) ;

- procéder au broyage des déchets imposants avant mise dans le casier ;
- suspendre les travaux de tranchées dans les casiers et les reporter ultérieurement ;
- veiller au maintien du débroussaillage et à l'entretien des abords du site afin d'éviter toute propagation d'un feu de broussailles ;
- prévoir la mise en place d'une organisation dédiée qui doit être activée dès qu'un seuil préalablement défini de température est annoncé et dès qu'une alerte météorologique canicule est émise par les bulletins de Vigilance de Météo-France, cette organisation doit prévoir une surveillance du site accrue notamment par la vérification régulière du fonctionnement des moyens de prévention et de la détection précoce en périodes non-ouvrés et des moyens de protection et de lutte contre l'incendie.

De plus, sous 15 jours l'exploitant devra fournir un plan de défense incendie conformes aux exigences de l'article 33 bis de l'arrêté ministériel modifié du 15 février 2016. Ce document devra être transmis aux services d'incendie et de secours et mis à disposition à l'entrée du site.

Par ailleurs, l'inspection a permis de constater que la gestion du biogaz issus des déchets enfouis est globalement conforme à la réglementation. Il conviendra toutefois de:

- formaliser un programme de contrôle des installations biogaz,
- compléter l'étude faisabilité pour la valorisation du biogaz capté avec une étude technico-économique et les éléments justifiant que les quantités de biogaz émises ne permettent pas de mettre en place une solution de valorisation
- transmettre le bilan énergétique du site pour l'année 2024 et veiller à intégrer ce bilan aux prochains rapports annuels d'activité

Enfin, l'exploitant devra veiller à renseigner les consommations d'eau du site dans les prochains rapports annuels d'activité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositif de collecte de biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de collecte de biogaz
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.</p> <p>Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci.</p> <p>Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier.</p> <p>Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article « L. 512-1 » du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au sein du casier Sud en cours d'exploitation, le biogaz est capté à l'avancement par un réseau de tranchées drainantes horizontales, mises en œuvre tous les 7 m de profondeur et espacées dans le plan horizontal de 20 m.</p>

Les anciens casiers disposent également d'un captage de biogaz après couverture finale, les dispositifs ont été constatés lors de la visite du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Mesure de la quantité de biogaz capté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de la quantité de biogaz capté
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le biogaz capté est dirigé vers un dispositif d'élimination par combustion.</p> <p>Il a été constaté la présence du dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté en amont de l'installation de torchage . Le volume indiqué lors de la visite est de 2 831 890 m<sup>3</sup>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Mesure du volume de biogaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure du volume de biogaz
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion. Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé</p> <p>A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de stockage du gaz avant utilisation, les réservoirs utilisés satisfont les prescriptions de l'arrêté ministériel relatif au stockage de gaz en vigueur</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence de dispositif de mesure en continu du biogaz éliminé et de la température. La température relevée lors de la visite est de 950 °C pour un débit de 56 Nm<sup>3</sup> /h.</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau de suivi mensuel des quantités totales de biogaz captés, de la température et du nombre d'heures de fonctionnement.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II & 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte

**Prescription contrôlée :**

**Article 12-II**

Les équipements d'élimination du biogaz sont conçus de manière à respecter les critères fixés à l'article 21.

**Article 21**

I. L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.

Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les 3 derniers justificatifs des contrôle semestriels des installations effectués respectivement les 04/03/2024, 23/09/2024 et 07/03/2025 par la société Lyonnaise d'environnement et de services ( LES). D'après les documents présentés, lors de ces visites, sont opérés la maintenance de la torchère, le réglage du réseau de biogaz, un contrôle des têtes de puits et des vannes et une mesure des fumées. La SAM réalise tous les mois un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz, ce suivi est réalisé avec un analyseur portatif du biogaz et de la pression.

Les rapports présentés concluent au bon fonctionnement des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : Mesure de la qualité du biogaz**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesure de la qualité du biogaz

**Prescription contrôlée :**

[...] La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Annexe II : Dispositions relatives au contrôle des eaux, des lixiviats et des gaz

1. Données relatives aux rejets

4. Qualité du biogaz capté et pression atmosphérique : CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrôle mensuel est réalisé par le technicien d'exploitation à l'aide d'un appareil de mesure de type GA 5000 équipé d'une sonde de mesure CONRAD 605H1. Le relevé effectué concerne l'ensemble des paramètres suivants : CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>O et la pression en entrée de la torchère.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a fourni le rapport du 23/09/2024 de la société LES qui effectue des analyses semestrielles sur les paramètres pré-cité. Un contrôle des émissions est également effectué au niveau des têtes de puits ( P1 à P23, R2, R3, D1, D2 et D3) sur les paramètres CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub> et O<sub>2</sub>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Programme de contrôle des installations biogaz**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de contrôle des installations biogaz</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés.</p> <p>Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.</p> <p>Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.</p> <p>Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés n'a pas été présenté.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 1 mois, l'exploitant fournit un programme de contrôle qui précise notamment pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Il prévoit également le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>



Proposition de délais : 1 mois

**N° 7 : Contrôle externe des installations de destruction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-III

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle externe des installations de destruction

**Prescription contrôlée :**

III. Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an.

Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde.

Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas : SO<sub>2</sub> (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm<sup>3</sup> ; CO : 150 mg/Nm<sup>3</sup>.

Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.

Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Les concentrations en polluants sont exprimées par m<sup>3</sup> rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.

Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.

**Constats :**

Le rapport de contrôle des équipements de destruction du biogaz a été présenté par l'exploitant, il est réalisé par la société LES.

Le rapport du 23/09/2024 précise la qualité du biogaz éliminé, la température de brûlage (température moyenne 930°C) et les résultats d'analyses des gaz rejetés dont les concentrations sont inférieures aux valeurs limites réglementaires.

La torchère a fonctionné 4 282 heures sur l'année 2024, pour un volume de biogaz éliminé d'environ 379 056 Nm<sup>3</sup>, soit une capacité moyenne de 88,52 Nm<sup>3</sup>/h.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Cartographie des émissions diffuses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses

**Prescription contrôlée :**

IV. Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz,

<p>L'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois.</p> <p>L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente.</p> <p>L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une cartographie des émissions diffuses de méthane du casier Sud exploité depuis mars 2020, ainsi que des casiers Nord et Central disposant d'une couverture définitive, réalisée en novembre 2024 par la société EODD a été présentée.</p> <p>Cette cartographie met en évidence des émissions de méthane au droit du casier Sud en cours d'exploitation ( 6 anomalies), ainsi que localement au niveau des équipements de collecte du biogaz des casiers Nord et Central ( 5 anomalies). Les recommandations émises concernent le changement de certaines bergaspres et de colliers détériorés.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les travaux associés sont programmés en octobre 2025, l'exploitant n'a pas pris les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>A l'issue des travaux, il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments attestant de la prise en compte des recommandations émises dans le cadre de l'élaboration de la cartographie des émissions diffuses de méthane.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 9 : Programme de détection et réparation des fuites

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de détection et réparation des fuites</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>V. L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz.</p> <p>L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

La SAM réalise tous les mois un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz, ce suivi est réalisé avec un analyseur portatif du biogaz et de la pression. Un relevé de température est également effectué.  
La société LES assure également un contrôle et un réglage du réseau semestriel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Bilan énergétique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24-ter

**Thème(s) :** Risques chroniques, Quantité de biogaz valorisé

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend : i) Des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) Des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) Des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.

**Constats :**

L'exploitant ne formalise pas un bilan énergétique annuel et celui-ci n'est pas intégré au rapport annuel.

Une étude de faisabilité pour la valorisation du biogaz capté a été réalisée et jointe au dossier de ré-examen des conditions d'exploitation du 08 aout 2024.

La quantité de biogaz valorisable estimé est de 0.5 GWH/an. La conclusion de l'étude est rédigée comme suit *"par retour d'expérience, ces faibles débits de biogaz et surtout de méthane ne sont pas suffisants pour permettre un fonctionnement technique viable d'une unité de valorisation énergétique ni d'assurer l'équilibre économique de son exploitation."*

L'étude de faisabilité pour la valorisation du biogaz capté doit être complétée avec une étude technico-économique et les éléments justifiant que les quantités de biogaz émises ne permettent pas de mettre en place une solution de valorisation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai d'un mois, l'exploitant doit formaliser un bilan énergétique annuel afin d'être conforme à l'article susvisé de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et l'intégrer aux prochains rapports annuel.

Dans un délai de trois mois, l'étude de faisabilité pour la valorisation du biogaz capté doit être complétée avec une étude technico-économique et les éléments justifiant que les quantités de biogaz émises ne permettent pas de mettre en place une solution de valorisation.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 11 : Rayonnements ionisants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection de la radioactivité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF sur un terrain sédimentaire et à 2 fois le BDF sur un terrain cristallin.</p> <p>L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchets(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.</p> <p>L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est équipé d'un portique de détection de la radioactivité qui fait l'objet d'un étalonnage annuel. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du dispositif mené par la société AM2C le 08/07/2024. Une procédure de détection de la radioactivité mentionnant notamment la nécessité d'isoler le chargement sur l'aire étanche dédiée est disponible.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Contrôles périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation.</p> <p>Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'activité de stockage ne génère aucune consommation d'eau, toutefois le site est raccordé au</p>

réseau d'eau potable pour alimenter le bâtiment d'accueil pour un usage sanitaire des eaux.
<p>D'après le dossier de ré-examen des conditions d'exploitation du 08/08/2024, la consommation totale annuelle de l'établissement est de 560 m<sup>3</sup>, dont 7,5 m<sup>3</sup> utilisés pour le fonctionnement de l'ISDND.</p> <p>Cette information n'est pas présentée dans le rapport annuel d'exploitation. Le document indique que ' Le site n'engendre aucune consommation d'eau".</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de renseigner les consommations d'eau du site dans le rapport d'exploitation annuel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 13 : Prévention du risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;</li> <li>• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>• les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>• le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>• le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manoeuvre ;</li> <li>• les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>• la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>• les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.</li> </ul>

II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que le plan de défense incendie est en cours d'élaboration.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan de défense incendie conforme à l'article 33 bis pré-cité à l'inspection des installations classées et aux services d'incendie et de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 14 : Déclaration et rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/07/2025, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendies
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis par courriel du 07 juillet 2025, un rapport de notification d'accident relatif à un incendie qui s'est déclaré dans la nuit du 5 au 6 juillet 2025. Il ressort du document transmis et des investigations menées lors de l'inspection, les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le départ de feu s'est déclaré à 3h36 ce qui a déclenché l'alarme incendie via la caméra thermique, et alerté le personnel d'astreinte.</li> <li>- La surface impactée est faible ( environ 350 m<sup>2</sup>) et peu profonde, l'étanchéité du casier n'a pas été touchée.</li> <li>- Les services d'incendie et de secours ont utilisé 32 m<sup>3</sup> d'eau. L'incendie a été totalement maîtrisé le 07 juillet à 10h30.</li> </ul>

Aucune hypothèse n'a pu être émise par l'exploitant quant à l'origine de ce départ de feu.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte-tenu de l'accidentologie du site, un projet de prescriptions complémentaires renforçant les précautions à prendre en périodes de fortes chaleurs selon les préconisations du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels BARPI dans le document intitulé Flash ARIA - Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux et fortes chaleurs, va être proposé à la signature de monsieur le préfet de l'Hérault.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite